



COMMUNIQUÉ

NOFIRSTUSE GLOBAL LANCE UN APPEL A L'ACTION POUR « FAIRE RECULER L'HORLOGE DE LA FIN DU MONDE ».

<https://nofirstuse.global/2025/01/29/nofirstuse-global-calls-for-action-to-turn-back-the-doomsday-clock/>

Genève, le 29 janvier 2025

Les États dotés d'armes nucléaires et leurs alliés doivent faire « *reculer l'horloge du Jugement dernier* », selon l'appel lancé aujourd'hui par NoFirstUse Global, une coalition de plus de 90 organisations de pays dotés d'armes nucléaires, d'alliés nucléaires et de pays non nucléaires du monde entier.

Cet appel a été lancé à la Conférence du désarmement à Genève - l'organe permanent de négociation des Nations unies pour le désarmement - à la suite de l'annonce faite hier par le *Bulletin of Atomic Scientists* selon laquelle l'horloge de l'apocalypse se situe désormais à 89 secondes de minuit.

« *L'horloge apocalyptique met en évidence les risques très réels d'une guerre nucléaire par escalade de crise, erreur de calcul, malentendu ou accident* », a déclaré **Alyn Ware**, coordinateur mondial des Parlementaires pour la non-prolifération et le désarmement nucléaires (PNND) et co-organisateur de NoFirstUse Global, depuis les Nations unies à Genève. « *Les États dotés de l'arme nucléaire et leurs alliés doivent prendre des mesures urgentes pour réduire ou éliminer cette menace et cesser de prendre en otage la civilisation.* »

« *La première étape pour réduire la menace d'anéantissement nucléaire est que tous les États dotés d'armes nucléaires et leurs alliés adoptent et mettent en œuvre des politiques rigoureuses pour ne jamais déclencher une guerre nucléaire - c'est-à-dire des politiques opérationnelles de non-emploi en premier, suivies par la négociation d'un accord contraignant de non-emploi en premier* », déclare **John Hallam**, co-coordonnateur de NoFirstUse Global et du groupe de travail d'Abolition 2000 sur la réduction des risques nucléaires. « *Cela renforcerait la norme mondiale contre toute utilisation d'armes nucléaires. L'année dernière, la Chine a soumis aux États parties au Traité de non-prolifération (TNP) une proposition de traité contraignant sur le non-emploi en premier. Les autres États dotés d'armes nucléaires devraient se joindre à la Chine dans les négociations pour y parvenir.* »

« *Si tous les États dotés d'armes nucléaires adoptaient et mettaient en œuvre une politique de non-emploi en premier, une guerre nucléaire ne pourrait jamais être déclenchée* », a déclaré **Carlo Trezza**, ancien ambassadeur et envoyé spécial italien pour le désarmement et la non-prolifération, et co-coordonnateur de NoFirstUse Global. « *La suggestion de la Sous-secrétaire générale des Nations unies, Mme Izumi Nakamitsu, de tenir des discussions de fond sur les éléments qui rendront crédible une politique de non-emploi en premier, doit être soutenue.* »

« *L'adoption de politiques de non-emploi en premier n'est pas seulement une mesure vitale de réduction du risque nucléaire* », déclare **Aaron Tovish**, conseiller principal de NoFirstUse Global. « *Ces politiques ouvrent également la voie à des négociations entre les États dotés d'armes nucléaires et leurs alliés en vue de l'interdiction et de l'élimination des armes nucléaires à l'échelle mondiale. Tant que les États dotés d'armes nucléaires maintiendront des politiques d'emploi en premier des armes*

nucléaires - y compris leur utilisation éventuelle contre des menaces non nucléaires (telles qu'une attaque conventionnelle) - ils ne seront pas disposés à entamer des négociations en vue d'un désarmement nucléaire multilatéral. Une fois qu'ils auront renoncé à toutes les options d'emploi en premier, les États pourront se concentrer sur l'établissement ferme d'un régime de monde dénucléarisé dans lequel aucun État n'aura à craindre d'attaque nucléaire. »

Selon un document de travail soumis par NoFirstUse Global à la Conférence d'examen du TNP de 2022, l'adoption de politiques ou d'accords unilatéraux, bilatéraux et multilatéraux sur le non-emploi en premier peut être mutuellement bénéfique et contribuer à ouvrir la voie à un traité universel contraignant sur le non-emploi en premier.

*« Le non-emploi en premier est appliqué par la Chine et l'Inde à l'égard de tous et par la Russie et la Chine de manière bilatérale », déclare **Marc Finaud**, vice-président d'Initiatives pour le désarmement nucléaire (IDN) et co-coordonateur de NoFirstUseGlobal. « Il est également soutenu par l'Union africaine et le Secrétaire général des Nations unies. Il est temps qu'elle devienne une norme internationale. »*

*« La nouvelle position des aiguilles de l'horloge du Jugement dernier montre que le risque de guerre nucléaire n'a jamais été aussi grand dans l'histoire, et pourtant les gouvernements sont étonnamment indifférents », a conclu **John Hallam**. « La réduction du risque nucléaire et le désarmement doivent figurer en tête des priorités de tous les gouvernements. Un premier pas dans cette direction serait l'adoption de postures et de politiques de non-emploi en premier. »*

Pour plus d'informations, consulter :

[Why No-First-Use](#)

[No-First Use of Nuclear Weapons: An Exploration of Unilateral, Bilateral and Plurilateral Approaches and their Security, Risk-reduction and Disarmament Implications](#)